

# Ultra-droite : réponse à Médiapart, qui cible les Volontaires pour la France



Illustration de Paco

Dix personnes liées à ce que les médias qualifient d'ultra-droite radicale ont été interpellées samedi soir dans toute la France par les services antiterroristes dans le cadre d'une enquête sur un projet d'attaque ciblant des musulmans. Elles ont été placées en garde à vue.

Sur Twitter, le ministre de l'Intérieur s'est empressé de saluer « l'engagement constant de la DGSI qui veille au quotidien à la protection des Français face à toute action violente, d'où qu'elle vienne ». On peut regretter qu'elle ne se soit pas montrée plus perspicace avant le drame de Trèbes qui a fait 4 morts, dont le colonel Arnaud Beltrame. Quelques

jours avant, la DGSI avait, en effet, adressé un courrier à Radouane Ladkim pour l'inviter à prendre contact avec ses services pour un entretien d'évaluation alors qu'il était fiché S !

A ce stade, rien ne permet d'affirmer que ce « commando », dispersé géographiquement, envisageait réellement le passage à l'acte. L'enquête ouverte le déterminera. On notera cependant le moment choisi pour cette arrestation, le président de la République ayant évoqué il y a quelques jours à peine, en condamnant violemment l'Italie dans l'affaire de l'Aquarius, la lèpre populiste qui monte et qu'il assimile au nationalisme.

Notre organisation des Volontaires Pour la France s'étant engagée résolument dans la défense de l'identité de la nation française et dans la lutte contre l'islamisation du pays est tout naturellement considérée radicale par certains. C'est le cas notamment d'un média classé, lui, radicalement dans la collabosphère en raison notamment de sa soumission à l'extrême-droite islamiste. Mediapart avait déjà le 8 avril dernier pris les Volontaires Pour la France pour cible et semble dans l'affaire de l'arrestation de samedi dernier en faire une nouvelle obsession en nous prêtant des intentions violentes et en cherchant à nous impliquer dans cette affaire abracadabrantesque. Il faut lui faire savoir que le jour de la parution de ce premier article nous a valu l'adhésion d'une cinquantaine de nouveaux membres. Ce média réitère aujourd'hui en nous faisant l'honneur d'un second article.

Il faut préciser qu'il n'y a rien d'étonnant à ce que des « journalistes » autoproclamés au service d'un média dont chacun connaît l'orientation ne supportent pas que des Français puissent avoir l'outrecuidance d'être fidèles à leur héritage historique, spirituel et culturel et, scandale suprême, le proclament et veillent défendre leur identité. Ces pseudo journalistes prennent d'ailleurs quelques libertés avec la déontologie journalistique car ils ne savent pas faire

la distinction entre des faits et des commentaires. Et puis, s'ils avaient le sens et l'éthique du journaliste d'investigation, ils auraient au minimum pris contact avec l'un des coprésidents des Volontaires Pour la France, au moins pour sauver les apparences.

Il convient donc de rétablir la vérité et de rappeler quelques données fondamentales caractérisant notre organisation. Les Volontaires Pour la France sont une association légale, disposant de statuts approuvés par les services de l'Etat, et engagée dans une action qui s'inscrit dans le respect des lois de la République. Elle s'est engagée à défendre nos libertés menacées en respectant les lois et règlements de la République et les principes fondamentaux consacrés par la Constitution. En aucune manière, et n'en déplaise à ces journalistes et à ce média en mal de sensation, notre organisation n'est une milice ou un « groupuscule d'ultra-droite » aux objectifs obscurs et violents.

Ensuite, il faut rappeler que, contrairement à ce qu'indique Mediapart, notre organisation n'a pas été créée en réaction aux attentats de 2015/2016 mais que sa constitution correspond à un besoin de dénoncer et de combattre des politiques calamiteuses et dangereuses, insouciantes des dangers que représente l'immigration massive et incontrôlée, à l'origine inquiétante de l'islamisation dangereuse du pays.

S'agissant du fait qu'elle « recrute » des militaires ou des membres des forces de l'ordre, il s'avère que, de façon assez naturelle, les gens issus de ces milieux professionnels sont bien évidemment sensibles à notre discours en raison de leur confrontation quotidienne aux réalités niées par nos dirigeants politiques et dissimulées par les médias traditionnels. Ce n'est donc pas chez ceux qui ont toujours servi fidèlement la France qu'il faut chercher ses ennemis.

Alors, n'en déplaise à certains, nous continuerons à nous faire entendre, nous poursuivrons notre action et notamment

celle de lanceurs d'alerte, mais nous la conduirons également sans relâche pour convaincre les Français de la nécessité d'un sursaut collectif et par conséquent nous les appelons à nous rejoindre.

Enfin, certains médias ont évoqué rapidement notre organisation dans les commentaires entendus au cours de la journée. Nous les encourageons à inviter ses responsables à s'exprimer ne serait-ce que pour éviter les malentendus et les ambiguïtés.

**Ivan BLOT, Général Antoine MARTINEZ**

Coprésidents des VPF